



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'ILLE ET VILAINE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA MER**
Service Eau et Biodiversité

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT
AUTORISATION AU TITRE DE L'ARTICLE L 214-3
DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT LA STATION D'EPURATION
DE VITRE**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE
PRÉFET D'ILLE ET VILAINE**

VU la directive 2000/60 du 23 octobre 2000 (directive cadre sur l'eau)

VU le code de l'environnement et notamment les articles L 210 à L 216, D211-10, R211-22 à R211-47, R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18, R 214-1 à R214-56, R 216-1 à R216-12 et le livre V – titre IV ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2224-7 à L 2224-12 et R 2224-6 à R 2224-17 ;

VU le code de la santé publique et notamment les articles L 1331-1 à L 1331-15 et L 1337-2 ;

VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 et le décret n° 85-453 du 23 avril 1985, relatifs à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n°94-469 du 3 juin 1994 modifié relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.372-1-1 et 372-3 du code des communes ;

VU le décret n° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique pour les projets soumis à étude d'impact ;

VU le décret n° 91-1283 du 19 décembre 1991 relatif aux objectifs de qualité assignés aux cours d'eau, sections de cours d'eau, lacs ou étangs et aux eaux de la mer dans les limites territoriales ;

VU l'arrêté du 20 avril 2005 pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

VU l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface ;

VU l'arrêté ministériel du 23 novembre 1994 modifié portant délimitation des zones sensibles ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 portant délimitation des zones sensibles dans le bassin Loire-Bretagne ;

VU l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j DBO5 ;

VU l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret no 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 novembre 2009 et le programme pluriannuel de mesures arrêté le même jour par le Préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne ;

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des eaux (SAGE) du bassin de la Vilaine approuvé le 1^{er} avril 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 mars 2003 définissant le Plan départemental de gestion des déchets ménagers et assimilés ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2009 établissant le 4^{ème} programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 août 1986 approuvant la carte d'objectifs de qualité des eaux superficielles en Ille et Vilaine ;

VU la délibération du conseil municipal de Vitre approuvant le zonage d'assainissement communal ;

VU la demande d'autorisation déposée au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement le 13 janvier 2012, présentée par la commune de VITRE, enregistrée sous le n° 35-2012-00011 relative à l'extension de la station d'épuration, agglomération d'assainissement devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R.2224-6 du code général des collectivités territoriales supérieure à 600 kg de DBO5 ;

VU l'accusé de réception de l'autorité environnementale de la DREAL relatif à la demande d'extension de la station d'épuration de VITRE en date du 3 février 2012 ;

VU l'avis de synthèse des services concernés adressé à l'Autorité Environnementale (DREAL) sous-couvert de la préfecture en date du 7 mars 2012 ;

VU l'avis tacite de l'autorité environnementale ;

VU l'engagement de la ville de Vitre d'aménager un espace boisé sur le périmètre libéré en rive gauche de la Vilaine par lettre en date du 25 avril 2012 ;

VU la note complémentaire au dossier d'autorisation adressée par le bureau d'études mandaté par la collectivité le 26 avril 2012 ;

VU l'avis de la DDTM adressé à la préfecture le 26 avril 2012 déclarant que le dossier complet et régulier pouvait être soumis à enquête publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 avril 2012 portant ouverture d'enquête publique au titre du Code de l'environnement du 6 juin au 6 juillet 2012 ;

VU l'avis de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Vilaine par lettre en date du 29 juin 2012 ;

VU l'avis du Sous-Préfet de FOUGERES-VITRE du 9 août 2012 ;

VU la délibération du conseil municipal de VITRE du 4 novembre 2011 ;

VU l'avis du commissaire enquêteur reçu à la préfecture le 2 août 2012 ;

VU le rapport rédigé par le service de police de l'eau en date du 10 septembre 2012 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Ille et Vilaine en date du 9 octobre 2012 ;

VU le projet d'arrêté adressé à Monsieur le Maire de VITRE en date du 9 octobre 2012 ;

VU la réponse formulée par le pétitionnaire le 24 octobre 2012.

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté conduisent vers une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau, dans la mesure où :

- la station d'épuration réalise le traitement de l'azote et du phosphore.
- les normes de rejet ont été renforcées compte tenu de la faible acceptabilité du milieu récepteur
- un suivi du physico-chimique du milieu récepteur est prescrit

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRETE

Titre I : OBJET DE L'ARRETE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AUTORISATION :

Le présent arrêté autorise le Maire de la commune de VITRE, identifié par la suite du présent arrêté comme le maître d'ouvrage, à **réaliser l'extension de la capacité de traitement de la station d'épuration à 49 900 EH** sous réserve de mettre en œuvre les prescriptions fixées dans le présent arrêté.

L'ensemble de ces opérations relève des rubriques suivantes de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article R.214-1 du code de l'environnement:

Rubrique de la nomenclature	NATURE – VOLUME des ACTIVITÉS	RÉGIME
2.1.1.0 -1°	Station d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R.2224-6 du code général des collectivités territoriales supérieure à 600 kg de DBO5	Autorisation
2.1.5.0 – 2°	Rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles, la surface totale du projet étant : Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Déclaration

L'extension de la station d'épuration se situera sur le même site que les ouvrages actuels à l'ouest de l'agglomération au lieu-dit La Santé sur la commune de Vitré. L'extension et les ouvrages actuels sont implantés sur les parcelles suivantes :

Parcelles actuelles : DN3et 4

Parcelles nouvelles : DN 2 et 8 (en partie).

Le poste de refoulement des Tertres Noirs est maintenu sur le même site, au nord de la parcelle AO 549.

La station d'épuration doit pouvoir traiter une charge de pollution journalière de :

A) Charges de référence :

Tableau n°1

Demande biochimique en oxygène sur 5 jours DBO ₅	2995	Kg d'O ₂ /j
Demande chimique en oxygène DCO	6652	Kg d'O ₂ /j
Matières en suspension MES	3483	Kg/j
Azote Kjeldhal NK	503	Kg/j
Azote global NGL	503	Kg/j
Azote ammoniacal NNH ₄	337	Kg/j
Phosphore total Pt	81	Kg/j

B) Débit de référence :

- 7 300 m³/j, débit de pointe 615 m³/h, débit collecté pour une pluie journalière de 23 mm/j.

Les débits et charges de références doivent intégrer un temps de pluie suffisant de façon à rendre exceptionnel tout déversement direct vers le milieu naturel.

Titre II : PRESCRIPTIONS

ARTICLE 2 - CONDITIONS GÉNÉRALES

2-1 - Conformité du dossier déposé

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions du présent arrêté.

Toutes modifications des caractéristiques de l'installation suite à la procédure d'attribution du marché public doivent être préalablement signalées au préfet.

2-2 – Descriptif du système d'assainissement

Système de collecte :

Le réseau de collecte, de type séparatif, mesure 112,8 km au total et compte 15 postes de relèvement :

Réaménagement du système de collecte :

- Raccordement de l'ensemble du bassin versant Nord sur le poste des Tertres Noirs ;
- Transfert depuis le poste des Tertres Noirs vers la station d'épuration (pose d'une nouvelle conduite en rive gauche de la Vilaine, suppression du siphon sous Vilaine) ;
- Dimensionnement du débit de pompage au niveau du poste des Tertres Noirs sur les hypothèses suivantes :
 - débit de pointe 190 m³/h
 - aucun passage au trop-plein pour des pluies de fréquence semestrielle (6.7 mm/h)

Tableau n°2 - les postes de refoulement :

Nom	Débit m ³ /h	télesurveillance	trop-plein	détection trop-plein	Bassin tampon volume m ³
les Tertres Noirs	190	oui	oui	oui	500
la Baratière	100	oui	oui	oui	100
la Poultière	90	oui	oui	oui	245
la Fleuriais	38	oui	oui	oui	245
rue Hellerie	28	oui	non		
la Grenouillère	28	oui	oui	oui	
Plaisance n°1	25	oui	oui	oui	100
le Pont Billon	24	oui	oui	oui	
route de Pocé	23	oui	oui	non	
la Grande Haie	23	oui	oui	oui	

Cooper Standart	20	oui	oui	oui	
ZAC de Plagué	19	oui	oui	oui	
la Longueray	17	oui	oui	oui	
Plaisance n°2	12	oui	non		
rue du Val d'Izé	9	oui	non		

Système de traitement :

- filière n°2 existante (sud) réutilisée à hauteur de 23 300 EH et 285 m³/h
- réalisation d'une nouvelle filière de 26 600 EH et 330 m³/h
- suppression de la filière n°1 (nord) et restauration du site avec plantation.

Le point de rejet dans la Vilaine sera déplacé d'environ 70 m vers l'aval.

La voirie qui traverse la station existante sera déviée afin de regrouper l'ensemble des ouvrages sur un seul site. L'ensemble des ouvrages sera situé au-dessus de la cote centennale de la Vilaine conforme aux prescriptions du PPRi et son zonage réglementaire.

2.2.1 – Filière EAU

Ouvrages communs aux 2 filières de traitement :

- poste de relèvement pour un débit de pointe de 615 m³/h avec volume de sécurité de 190 m³ en communication avec la tranche haute du poste de relevage (autonomie d'une heure en situation moyenne annuelle) ; poste équipé de 3 groupes de pompage dont 1 en secours, fonctionnant à débit variable de 308 m³/h de débit unitaire nominal ; la bache de pompage se situe sous le local des prétraitements ;
- 2 dégrilleurs automatiques situés en toiture du local prétraitement (maille de 6 mm) ; déchets compactés en rez-de-chaussée ;
- un dessablage-dégraissage dans un ouvrage cylindro-conique aéré ;
- un répartiteur des effluents entre les 2 files de traitement par seuils de répartition (isolation possible de l'une ou l'autre des filières) ;

Descriptif sommaire de la nouvelle filière de traitement :

- un réacteur biologique de 5 500 m³ en bassin profond (6.5 m) dans un chenal d'aération ; air fourni par 3 surpresseurs (dont 1 en secours) alimentant le réacteur biologique par 6 rampes d'insufflation d'air ; mélange par 2 agitateurs à grandes pales ; nitrification-dénitrification réalisée en bassin simple ;
- injection de chlorure ferrique dans le réacteur biologique pour la déphosphatation (cuve de stockage 20 m³) ;
- clarification dans un ouvrage conçu pour une vitesse ascensionnelle maxi de 0.5 m/h (338 m³/h), avec une hauteur droite périphérique de 3 m ;
- recirculation des boues dimensionnée pour un taux de 150% du débit traversier ;

Descriptif sommaire de la filière de traitement réutilisée (ex-filière n°2) :

- un réacteur biologique composé d'une zone anaérobie de 1 015 m³ (1 agitateur), d'un bassin d'aération de 6 190 m³ (5 turbines flottantes, 1 agitateur) ;
- recirculation des boues (2 pompes de 240 m³/h unitaire) ;
- un clarificateur, surface de 535 m²

Ouvrage commun aux 2 filières :

- traitement tertiaire par tamis à disques filtrants ou autre technique équivalente ;

2.2.2 – Filière BOUES

Réalisation d'une seconde file « boues » interconnectée avec la file existante ;

Les nouveaux équipements sont dimensionnés pour traiter la totalité des boues produites en semaine de pointe en 50 h ; ils comprennent : un épaisseur similaire à l'existant (épaisseur statique hersé de 10 m de diamètre) et une centrifugeuse (260 kg MS/h) avec polymères (siccité de 20 %) ;

La file « boues » existante comprend un épaisseur hersé de 260 m³ et une centrifugeuse ;

Les boues épaissies sont stockées dans un volume tampon de 40 m³ (trémie d'alimentation des bennes pour l'évacuation des boues).

Le bâtiment prétraitement et le bâtiment de traitement des boues sont équipés, chacun, d'un traitement biologique des odeurs (mise en dépression des locaux) ; ces bâtiments sont équipés d'une mesure de gaz H₂S ;

2.2.3 – Equipements d'autosurveillance

Dispositif au niveau du poste des Tertes Noirs :

Instrumentation poste	Sonde US dans bache + 5 contacts de niveau dont 1 en amont du canal dégrilleur pour détection de colmatage et 1 dans bassin tampon pour détection de trop-plein
Prélèvement rejet	1 préleveur automatique asservi au dépassement du seuil de trop-plein
Autre	Enregistreur graphique

Dispositif au niveau de la station d'épuration :

Comptage en entrée	Débitmètre électromagnétique sur conduites de refoulement
Analyse entrée	Préleveur d'échantillons réfrigéré
Comptage trop-plein	sonde US et déversoir calibré en amont des bâches de relevage
Analyse trop-plein	Préleveur d'échantillons
Comptage boues en excès	Débitmètre électromagnétique
Echantillonnage boues	Automatique sur boues extraites et manuel sur boues déshydratées
Instrumentation bassins d'aération	Sondes redox, oxygène (dans chaque BA) + MES et NH ₄ sur le nouveau BA
Instrumentation filtration tertiaire	Sonde US sur trop-plein
Comptage en sortie 2 files + sortie globale	Canaux Venturi + sondes US + sondes de turbidité
Analyse sortie 2 files + sortie globale	Préleveurs d'échantillons réfrigérés
Autres	Détecteurs H ₂ S dans local de traitement des boues et des prétraitements
	1 pluviomètre enregistreur à augets

2-3- Fonctionnement, exploitation et fiabilité du système d'assainissement

A) Fonctionnement

Les ouvrages et équipements, notamment ceux concourant à la protection de l'environnement, qui sont susceptibles de créer des pollutions et des nuisances doivent être entretenus régulièrement.

A) Exploitation

L'exploitant doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables et d'éléments d'équipements utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la protection de l'environnement et lutter contre un sinistre éventuel.

Il doit être exploité de manière à minimiser la quantité totale de matières polluantes déversées par le système

dans tous les modes de fonctionnement.

L'exploitant du système de traitement peut à cet effet :

- admettre provisoirement un débit ou une charge de matières polluantes excédent le débit ou la charge de référence de l'installation, sans toutefois mettre en péril celle-ci,
- utiliser toute autre disposition alternative mise en œuvre par le maître d'ouvrage (bassins de rétention, stockage en réseau).

C) Fiabilité

Le maître d'ouvrage et son exploitant doivent pouvoir justifier à tout moment des dispositions prises pour s'assurer de la bonne marche de l'installation et assurer un niveau de fiabilité des systèmes d'assainissement compatible avec le présent arrêté.

Des performances acceptables doivent être garanties pendant les périodes d'entretien et de réparation prévisibles. A cet effet, l'exploitant tient à jour un registre mentionnant :

- les incidents, pannes et défauts de matériels recensés et les mesures prises pour y remédier ;
- les procédures à observer par le personnel de maintenance,
- Un calendrier prévisionnel d'entretien préventif des ouvrages de collecte et de traitement.

ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SYSTEME DE COLLECTE

3-1- Conception - réalisation

Les ouvrages doivent être conçus, réalisés, entretenus et exploités de manière à éviter les fuites et les apports d'eaux claires parasites et à acheminer au système de traitement les flux correspondant à son débit de référence. Les postes de relèvement doivent être conçus et exploités de façon à empêcher tout déversement vers le milieu naturel en deçà de la pluie de référence. Un stockage de sécurité d'au minimum 2 heures sera réalisé pour les nouveaux postes.

Dans le cas des postes existants, il convient de caractériser leur fréquence de débordement en situation non exceptionnelle et d'évaluer les besoins en stockage de sécurité dans le cadre de l'étude diagnostique du réseau de collecte.

Les maîtres d'ouvrage s'assurent de la bonne qualité d'exécution des tronçons en référence aux règles de l'art et des mesures techniques particulières prises dans les secteurs caractérisés par les eaux souterraines très fragiles ou des contraintes liées à la nature du sous-sol.

Le programme d'assainissement de la collectivité :

L'objectif de réduction de la surface active liée aux eaux de pluie pris en compte pour le dimensionnement de la station et du poste des Tertres noirs est de -25%. Selon le dossier d'autorisation, les surfaces actives cumulées représentent 9.5 ha.

Tous les postes de refoulement seront équipés d'un détecteur de trop-plein (mesure fréquence-durée).

3-2 - Raccordements :

Les réseaux d'eaux pluviales des systèmes séparatifs ne doivent pas être raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte, sauf justification expresse du maître d'ouvrage.

Au vu de l'étude de traitabilité des eaux résiduaires, le maître d'ouvrage peut accepter de traiter des effluents non domestiques autres que ceux prévus dans le dossier initial dans la limite de la capacité nominale de l'installation.

Conformément à l'article L.1331-10 du code de la santé publique, une autorisation de raccordement au réseau public est délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau, pour chaque raccordement d'eaux résiduaires non domestiques traitées par l'installation faisant l'objet de la présente autorisation.

Conformément à la disposition 5B-1 du SDAGE, les autorisations de rejet des établissements ou installations (y compris rejets urbains) responsables des émissions ponctuelles dans le milieu ou dans les réseaux sont mises à jour de manière à atteindre les objectifs de réduction définis dans le tableau ci-dessous, à l'échelle du bassin. Les dispositifs d'autosurveillance et les contrôles de ces établissements sont adaptés pour s'assurer de l'efficacité des dispositions prises.

Tableau des objectifs de réduction des émissions de substances prioritaires à échéance 2015

Substance	N° CAS	Objectif de réduction
Alachlore	15972-60-8	30 %
Anthracène	120-12-7	50 %
Atrazine	1912-24-9	30 %
Benzène	71-43-2	50 %
Pentabromodiphényléther	32534-81-9	50 %
Cadmium et ses composés	7440-43-9	50 %
C10-13-chloroalcanes	85535-84-8	50 %
Chlorfenvinphos	470-90-6	30 %
Chlorpyrifos	2921-88-2	30 %
1,2-dichloroéthane	107-06-2	30 %
Dichlorométhane	75-09-2	50 %
Di (2- é thylhexyl)phtalate (DEHP)	117-81-7	30 %
Diuron	330-54-1	30 %
Endosulfan	115-29-7	50 %
Fluoranthène	206-44-0	30 %
Hexachlorobenzène	118-74-1	50 %
Hexachlorobutadiène	87-68-3	50 %
Hexachlorocyclohexane	608-73-1	50 %
Isoproturon	34123-59-6	30 %
Plomb et ses composés	7439-92-1	30 %
Mercure et ses composés	7439-97-6	50 %
Naphtalène	91-20-3	30 %
Nickel et ses composés	7440-02-0	30 %
Nonylphénols	25154-52-3	50 %
Octylphénols	1806-26-4	30 %
Pentachlorobenzène	608-93-5	50 %

Pentachlorophénol	87-86-5	30 %
HAP : Benzo(a)pyrène	50-32-8	50 %
Benzo(b)fluoranthène	205-99-2	
Benzo(k)fluoranthène	207-08-9	
Benzo(g,h,i)perylène	191-24-2	
Indeno(1,2,3-cd)pyrène	193-39-5	
Simazine	122-34-9	30 %
Composés du tributylétain	688-73-3	50 %
Trichlorobenzènes	12002-48-1	30 %

Trichlorométhane	67-66-3	30 %
Trifluraline	1582-09-8	30 %
DDT total, Para-para-DDT	Sans objet, 50-29-3	50 %
Aldrine	309-00-2	50 %
Dieldrine	60-57-1	50 %
Endrine	72-20-8	50 %
Isodrine	465-73-6	50 %
Tétrachlorure de carbone	56-23-5	50 %
Tétrachloroéthylène	127-18-4	50 %
Trichloroéthylène	79-01-6	50 %

La collectivité doit s'informer auprès des industriels situés sur son territoire des éventuels usages et rejets de substances dangereuses et modifier les arrêtés de déversement en conséquence en référence à la disposition 5B-1 du SDAGE.

10 établissements font l'objet d'une convention de rejet. **Il convient d'établir pour les rejets industriels un arrêté communal d'autorisation de déversement conforme aux nouvelles dispositions réglementaires. Cette disposition est à engager dès la signature du présent arrêté et au plus tard réaliser au 31/12/2013.**

Conformément à la disposition 5B-3 du SDAGE, les collectivités maîtres d'ouvrage de réseaux d'assainissement vérifient la prise en compte des substances listées ci-dessus dans les autorisations de rejets définies à l'article 1331-10 du code de la santé publique et les mettent à jour si nécessaire.

Les collectivités maîtres d'ouvrage de stations d'épuration de plus de 10 000 EH recherchent au moins tous les trois ans la présence des substances listées ci-avant dans les boues d'épuration. Lorsque la présence d'une ou plusieurs substances est détectée, elles réalisent un contrôle d'enquête pour en identifier l'origine et en limiter les rejets.

Cette disposition est à mettre en œuvre dès que le protocole analytique aura été validé par le ministère.

Conformément à la disposition 5C-1 du SDAGE, à compter de 2012, les règlements du service d'assainissement des collectivités de plus de 10 000 EH comportent un volet « substances toxiques » spécifiant les dispositions particulières à respecter, en fonction des secteurs d'activités industrielles ou artisanales concernées.

Ces documents ainsi que leur modification, sont transmis au service chargé de la Police de l'Eau.

3-3 - Contrôle de la qualité d'exécution

Les ouvrages de collecte font l'objet d'une procédure de réception réalisée par un opérateur accrédité conformément à l'article 7 de l'arrêté du 22 juin 2007. Le procès-verbal de cette réception est adressé par le maître d'ouvrage à l'entreprise chargée des travaux, au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau dans un délai de 3 mois suivant la réception des travaux.

ARTICLE 4 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SYSTEME DE TRAITEMENT

4-1- Conception et fiabilité de la station d'épuration

Le système de traitement est dimensionné, conçu, construit et exploité de manière telle qu'il puisse recevoir et traiter les flux de matières polluantes correspondant à son débit et charges de référence stipulés à l'article 1.

Le système de traitement doit faire l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets et des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles.

Le personnel d'exploitation doit avoir reçu une formation adéquate lui permettant de réagir dans toutes les situations de fonctionnement de la station.

Un plan des ouvrages (plan de récolement) est établi par le maître d'ouvrage, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datée.

Il comprend notamment :

- le(s) réseau(x) de collecte.
- les réseaux relatifs à la filière "eau" et "boues" (poste de relevage, regards, vannes) avec indication des recirculations et des retours en tête.
- l'ensemble des ouvrages et leurs équipements (pompes, turbines...).
- le(s) point(s) de rejets dans les cours d'eau.
- les points de prélèvement d'échantillons (canaux de mesure, échantillonneurs, débitmètres...)

Il est tenu à la disposition du service de Police de l'Eau et des services d'incendie et de secours.

4-2- Point de rejet

Le point de rejet dans le milieu naturel est identifié comme suit :

- cours d'eau récepteur : la Vilaine
- coordonnées Lambert LT 93 : X = 385 438 ; Y = 6 788 216

Le dispositif de rejet est aménagé de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur et aux usages en aval de celui-ci. Il doit permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur, sans entraver l'écoulement du ruisseau ni retenir les corps flottants.

Ces rejets doivent s'effectuer dans le lit mineur du cours d'eau. Toutes les dispositions doivent être prises pour prévenir l'érosion du fond ou des berges, assurer le curage des dépôts et limiter leur formation.

Toutes dispositions seront prises pour éviter l'introduction d'eau dans la canalisation de rejet.

4-3 – Prescriptions relatives au rejet

4.3.1-Valeurs limites de rejet - obligation de résultats

En condition normale de fonctionnement, les valeurs limites de rejet de la station d'épuration, mesurées à partir d'échantillons moyens journaliers homogénéisés selon des méthodes normalisées sont les suivantes :

Tableau n°3

	Concentrations maximales (échantillons journaliers) <u>du 1/06 au 30/11</u>	Concentrations maximales (échantillons journaliers) <u>du 30/11 au 31/05</u>	Rendements minimaux <u>du 1/06 au 30/11</u>	Rendements minimaux <u>du 30/11 au 31/05</u>
DBO5	12 mg/l	14 mg/l	97 %	97 %
DCO	55 mg/l	65 mg/l	95 %	94 %
MES	15 mg/l	15 mg/l	97 %	97 %
NK*	5 mg/l	5 mg/l	89 %	89 %
NNH4*	2 mg/l	2 mg/l	91 %	91 %
NGL*	9 mg/l	9 mg/l	85 %	85 %
PT	0.5 mg/l	0.5 mg/l	91 %	91 %

* Ces exigences se réfèrent à une température de l'eau du réacteur biologique d'au moins 12°C

Les analyses seront réalisées sur effluent non filtré.

Les rendements épuratoires sont calculés sur la base des débits présentés dans le dossier : 5 250 m³/j en étiage et 5 610 m³/j hors étiage.

Valeurs limites complémentaires :

- pH compris entre 6 et 8,5
- Température inférieure ou égale à 25 °C

- Absence de matières surnageantes
- Absence de substances capables d'entraîner l'altération ou des mortalités dans le milieu récepteur
- Absence de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeur.

Valeurs réductrices :

- DBO₅ : 50 mg/l
- DCO : 250 mg/l
- MES: 85 mg/l

Sont considérées « hors conditions normales d'exploitation » les situations suivantes :

- fonctionnement de la station d'épuration au-delà de son débit et/ou charges de référence, fixées par l'article 1,
- Opérations programmées de maintenance,
- Circonstances exceptionnelles extérieures au système d'assainissement

Le mode de fonctionnement au-delà des valeurs de référence doit être exceptionnel en cas de précipitations inhabituelles. Il ne doit pas correspondre à des dépassements chroniques, signe d'une sous-capacité de traitement.

Les opérations programmées de maintenance doivent avoir été, conformément à la réglementation, préalablement portées à la connaissance du service de la police de l'eau.

Les circonstances exceptionnelles correspondent à des situations telles qu'inondation, séisme, panne non directement liée à un défaut de conception ou d'entretien, rejet accidentel dans le réseau de substances chimiques, acte de malveillance.

4.3.2- Conformité du rejet

Le système d'assainissement sera jugé conforme au regard des résultats de l'autosurveillance si les conditions suivantes sont simultanément réunies :

A- Pour les paramètres DCO, DBO₅ et MES si le nombre annuel de résultats non conformes à la fois aux valeurs limites en concentration et en rendement fixées par l'article 4.3-1 ne dépasse pas le nombre fixé, pour le nombre d'échantillon prélevé, par le tableau 6 de l'arrêté du 22 juin 2007.

Tableau n°4

Paramètres	Fréquences des échantillons (nombre de jour par an)	Nombre maximal d'échantillons non conformes
Demande chimique en oxygène : DCO	52	5
Demande biochimique en oxygène: DBO ₅	24	3
Matières en Suspension : MES	52	5

B- Pour les paramètres Azote et Phosphore, si les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent, en moyenne en étiage et hors étiage, soit les valeurs limites en concentration, soit les valeurs limites en rendement fixées par l'article 4-3.1

C- Respect des valeurs réductrices : si les résultats des mesures en concentration ne dépassent pas les valeurs fixées par l'article 4-3.1

D-Respect de la fréquence d'autosurveillance fixée au chapitre 5.2.2 : si le nombre de mesures fixé par paramètre a été réalisé.

4-4 –Prévention et nuisances

4.4.1- Dispositions générales

L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus régulièrement. Une surveillance particulière sera assurée aux abords de l'établissement, et notamment autour des émissaires des rejets.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au minimum équivalent au volume stocké.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

4.4.2- Prévention des odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant de l'installation.

4.4.3- Prévention des nuisances sonores

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions du décret n° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage modifiant le code de la santé publique sont applicables à l'installation.

Les valeurs limites de l'émergence au droit des tiers sont de 5 dB(A) en période diurne et de 3 dB(A) en période nocturne (de 22h à 7h), valeurs auxquelles s'ajoute un terme correctif en dB(A) en fonction de la durée cumulée d'apparition du bruit particulier.

4-5 - Contrôle de l'accès

Les personnes étrangères à l'exploitation des ouvrages ne doivent pas avoir libre accès aux installations. L'ensemble des installations du système de traitement doit être délimité par une clôture. L'interdiction d'accès au public sera clairement signalée.

Les agents des services habilités, notamment ceux de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer et de l'ONEMA, doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

4-6 - Eaux pluviales

La surface de la station d'épuration augmentée de la surface du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le périmètre de la station est de 1.56 ha. La surface totale imperméabilisée est de 3 850 m² (ouvrages existants et extension de capacité).

Une noue paysagère de 50 m³ sera réalisée pour stocker les eaux de ruissellement de façon à restituer un débit de fuite de 72 m³/h (20l/s)

A) Eaux pluviales "non polluées"

Les eaux pluviales, non polluées, sont rejetées dans le milieu récepteur indiqué dans le présent article ou dans le réseau d'eaux pluviales, sous réserve de respecter les valeurs limites suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5
- Hydrocarbures totaux : 10 mg/l
- DCO : 125 mg/l
- MES : 35 mg/l

B) Eaux pluviales susceptibles d'être polluées :

Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est collecté et renvoyé soit en tête de station en cas de pollution constatée, soit dans le milieu naturel s'il satisfait les valeurs limites ci-dessus.

ARTICLE 5 – AUTOSURVEILLANCE DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT

5-1 - Autosurveillance du système de collecte

Le maître d'ouvrage vérifie, sur le réseau dont il a la charge, la qualité des branchements particuliers. Il réalise chaque année un bilan des raccordements au réseau de collecte. Il évalue les quantités annuelles de sous-produits de curage et de décantation du réseau.

Les postes de relèvement doivent être équipés d'un moyen de télésurveillance avec téléalarme et d'une mesure sur le trop-plein (fréquence, durée).

Une surveillance de l'exutoire du réseau pluvial sera assurée.

Ces éléments sont tenus à disposition du service en charge de la police de l'eau.

Le maître d'ouvrage devra adresser au préfet une **synthèse annuelle d'autosurveillance** regroupant ces informations et mettant en évidence l'évolution de la charge hydraulique collectée au regard des travaux réalisés.

5-2 - Autosurveillance du système de traitement

5.2.1 – Dispositions générales

L'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de l'installation de traitement et sa fiabilité doit être enregistrée (débits horaires arrivant à la station, consommation de réactifs et d'énergie, production de boues, analyses...). Les points et ouvrages de prélèvements et de contrôles devront être accessibles.

Le maître d'ouvrage ou son exploitant effectue à sa charge, un contrôle des effluents bruts et des effluents traités par les prélèvements aval des prétraitements et dans le chenal de comptage de sortie. Conformément à l'arrêté du 22 juin 2007, la station est équipée à cette fin d'un dispositif de mesure et d'enregistrement en continu des débits en entrée et sortie de station et de préleveurs automatiques réfrigérés en entrée et sortie asservis au débit. Ces dispositifs sont également à mettre en place sur le by-pass général et sur les dérivation inter-ouvrages avec rejet direct au milieu récepteur sauf si la fréquence des déversements observés reste exceptionnelle. Les flux déversés doivent être estimés et pris en compte selon le cas dans le calcul de conformité de la station d'épuration.

L'exploitant conserve au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station. Ce contrôle est réalisé d'une manière périodique.

5.2.2 – Fréquences d'autosurveillance

Le programme d'autosurveillance du système de traitement est réalisé par le maître d'ouvrage ou son exploitant selon le programme ci-dessous :

Tableau n°5

Aspect quantitatif		
PARAMÈTRES	UNITÉS	MODALITÉS-FRÉQUENCE ENTREES-SORTIES-
Volume	m ³	365
Pluviométrie	mm	365
Analyses des effluents		
PARAMÈTRES	UNITÉS	MODALITÉS-FRÉQUENCE ENTREES-SORTIES-
PH	-	24
Matières en Suspension : MES	mg/l et kg/j	52
Demande chimique en oxygène : DCO	mg d'O ₂ /l et kgd'O ₂ /j	52
Demande biochimique en oxygène : DBO₅	mg d'O ₂ /l et kgd'O ₂ /j	24
Azote global : NGL	mg/l et kg/j	24
Azote Kjeldhal : NTK	mg/l et kg/j	24
Phosphore total : Pt	mg/l et kg/j	24
Température	°C	24

5.2.3 - Contrôle du dispositif d'autosurveillance

Doivent être tenus à disposition du service de police de l'eau et de l'agence de l'eau :

- un registre comportant l'ensemble des informations relatives à l'autosurveillance du rejet.

- un **manuel d'autosurveillance** tenu par l'exploitant décrivant de façon précise son organisation interne, ses méthodes d'analyse et d'exploitation, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif. Ce manuel fait mention des références normalisées ou non. Le manuel d'autosurveillance comportera également un synoptique du système de traitement indiquant les points logiques, physiques et réglementaires. Il intègre les mentions associées à la mise en œuvre du format informatique d'échange de données « SANDRE » : définition des points logiques et réglementaires nécessaires au paramétrage de la station d'épuration.. Ce manuel est transmis au service en charge de la police de l'eau pour validation et à l'Agence de l'eau ; et est régulièrement mis à jour.

Le service chargé de la police de l'eau s'assurera par des visites périodiques de la bonne représentativité des données fournies et de la pertinence du dispositif mis en place. Il vérifiera la qualité du dispositif de mesure, d'enregistrement des débits et des prélèvements sur une base annuelle. Pour ce faire, il pourra mandater un organisme indépendant choisi en accord avec l'exploitant et sera alors destinataire des éléments techniques produits.

5.2.4 - Contrôles inopinés

Les agents mentionnés à l'article L.216-3 du code de l'environnement, notamment ceux chargés de la police des eaux et de la pêche, auront libre accès, à tout moment, aux installations autorisées.

Le service en charge de la Police de l'eau se réserve le droit de pratiquer ou de demander en tant que de besoins des vérifications inopinées complémentaires, notamment en cas de présomption d'infraction aux lois et règlements en vigueur ou de non-conformité aux dispositions de la présente autorisation.

5.2.5 – Surveillance du milieu

Pour vérifier la bonne adéquation entre la qualité du rejet et l'impact sur le milieu, un suivi est réalisé, en physico-chimie sur les 2 points suivants de la Vilaine :

- en amont de l'agglomération de Vitré (Pont-Billon)
- en amont immédiat du rejet de la station d'épuration communale

En aval du rejet, au niveau de Pocé les Bois, il existe un point du « réseau de contrôle opérationnel » dans le cadre du programme de surveillance au titre de la directive cadre sur l'eau. Les résultats de cette surveillance pourront être utilisés pour vérifier l'impact des rejets de l'agglomération de Vitré sur la Vilaine.

Le suivi physico-chimique du milieu comprend les mesures suivantes : pH, O₂, DCO, NK, NO₂, NH₄, PO₄ et Pt. Fréquence : mesures mensuelles les deux premières années puis une mesure par saison (automne, hiver, printemps) et trois mesures durant l'été (juin, juillet, août) soit 6 mesures par an.

Les prélèvements seront faits selon le programme de suivi des cours d'eau en Ile-et-Vilaine. Dans le cas contraire, un 3^{ème} point de prélèvement sera mis en œuvre en aval du rejet.

La localisation de ces points de prélèvement sont soumis à l'accord préalablement du service chargé de la police de l'eau.

Les analyses afférentes sont effectuées par un laboratoire agréé. Les méthodes analytiques retenues permettent de détecter a minima les concentrations des paramètres entre la classe de qualité bleue et verte en référence au classement des cours d'eau de l'arrêté interministériel du 25 janvier 2010.

Ces contrôles seront corrélés avec les performances épuratoires des installations de traitement.

Une synthèse des résultats de ces analyses et mesures et tout élément utile à l'interprétation seront transmis chaque année au service chargé de la police de l'eau.

5-3 Surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées vers les milieux aquatiques

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de mettre en place une surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées au milieu naturel par son installation dans les conditions définies ci-dessous.

Le bénéficiaire de l'autorisation doit procéder ou faire procéder dans le courant de l'année 2012 à une série de 4 mesures permettant de quantifier les concentrations des micropolluants mentionnés à l'article 5.3 dans les eaux rejetées par la station au milieu naturel. Ces 4 mesures constituent la campagne initiale de recherche.

Un rapport annexé au bilan des contrôles de fonctionnement du système d'assainissement, prévu à l'article 17 de l'arrêté du 22 juin 2007, comprend l'ensemble des résultats des mesures indiquées ci-avant. Ce rapport doit notamment permettre de vérifier le respect des prescriptions techniques analytiques prévues à l'annexe 2 de la circulaire du 29 septembre 2010 du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer.

Le bénéficiaire de l'autorisation poursuit ou fait poursuivre les mesures au cours des années suivantes, à raison de 3 mesures par an, au titre de la surveillance régulière, pour les micropolluants dont la présence est considérée comme significative.

Sont considérés comme non significatifs, les micropolluants de la liste de l'article 3 mesurés lors de la campagne initiale et présentant l'une des caractéristiques suivantes :

- Toutes les concentrations mesurées pour le micropolluant sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie dans le tableau de l'article 3 pour cette substance ;
- Toutes les concentrations mesurées pour le micropolluant sont inférieures à $10 \times \text{NQE}$ prévues dans l'arrêté du 25 janvier 2010 ou, pour celles n'y figurant pas, dans l'arrêté du 20 avril 2005 et tous les flux journaliers calculés pour le micropolluant sont inférieurs à 10 % du flux journalier admissible par le milieu récepteur (le flux journalier admissible étant calculé à partir du produit du NQE et du QMNA5 qui est le débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche). Pour ce calcul le QMNA5 de la rivière la Vilaine pris en compte sera de 224 litres par seconde ;
- Lorsque les arrêtés du 25 janvier 2010 ou du 20 avril 2005 ne définissent pas de NQE pour le micropolluant: les flux estimés sont inférieurs aux seuils de déclaration dans l'eau prévus par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

Tous les trois ans, l'une des mesures de la surveillance régulière quantifie l'ensemble des micropolluants indiqués dans la liste de l'article 5.3. La surveillance régulière doit être actualisée l'année suivant cette mesure en fonction de son résultat et des résultats de la surveillance régulière antérieure selon les principes détaillés au paragraphe précédent.

L'ensemble des mesures de micropolluants prévues aux paragraphes ci-dessus sont réalisées conformément aux prescriptions techniques de l'annexe 2 de la circulaire du 29 septembre 2010. Les limites de quantification minimales à atteindre par les laboratoires pour chaque molécule sont précisées dans le tableau de l'article 3.

Les résultats des mesures relatives aux micropolluants reçues durant le mois N, sont transmis dans le courant du mois N+1 au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau dans le cadre de la transmission régulière des données d'autosurveillance effectuée dans le cadre du format informatique relatif aux échanges des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement du Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau (Sandre).

Liste des micropolluants à mesurer lors de la campagne initiale

Légende du tableau suivant :

1 : Les groupes de micropolluants sont indiqués en italique.

2 : Code Sandre du micropolluant : <http://sandre.eaufrance.fr/app/References/client.php>

3 : Correspondance avec la numérotation utilisée à l'annexe X de la DCE (Directive 2000/60/CE).

4 : N° UE : le nombre mentionné correspond au classement par ordre alphabétique issu de la communication de la Commission européenne au Conseil du 22 juin 1982

Famille	Substances ¹	Code SANDRE ²	n°DCE ³	n°76/464 ⁴	LQ à atteindre par substance par les laboratoires prestataires en µg/l
Substances de l'état chimique DCE - Arrêté du 25 janvier 2010 - (dangereuses prioritaires DCE - et liste I de la directive 2006/11/CE)					
<i>HAP</i>	Anthracène	1458	2	3	0,02
<i>HAP</i>	Benzo (a) Pyrène	1115	28		0,01
<i>HAP</i>	Benzo (b) Fluoranthène	1116	28		0,005
<i>HAP</i>	Benzo (g,h,i) Pérylène	1118	28		0,005
<i>HAP</i>	Benzo (k) Fluoranthène	1117	28		0,005
<i>Métaux</i>	Cadmium (métal total)	1388	6	12	2
<i>Autres</i>	Chloroalcane C ₁₀ -C ₁₃	1955	7		5
<i>Pesticides</i>	Endosulfan	1743	14		0,01
<i>Pesticides</i>	HCH	5537	18		0,02
<i>Chlorobenzènes</i>	Hexachlorobenzène	1199	16	83	0,01
<i>COHV</i>	Hexachlorobutadiène	1652	17	84	0,5
<i>HAP</i>	Indeno (1,2,3-cd) Pyrène	1204	28		0,005
<i>Métaux</i>	Mercure (métal total)	1387	21	92	0,5
<i>Alkylphénols</i>	Nonylphénols	5474	24		0,3
<i>Alkylphénols</i>	NP1OE	6366			0,3
<i>Alkylphénols</i>	NP2OE	6369			0,3
<i>Chlorobenzènes</i>	Pentachlorobenzène	1888	26		0,01
<i>Organétains</i>	Tributylétain cation	2879	30	115	0,02
<i>COHV</i>	Tétrachlorure de carbone	1276		13	0,5
<i>COHV</i>	Tétrachloroéthylène	1272		111	0,5
<i>COHV</i>	Trichloroéthylène	1286		121	0,5
<i>Pesticides</i>	Endrine	1181			0,05
<i>Pesticides</i>	Isodrine	1207			0,05
<i>Pesticides</i>	Aldrine	1103			0,05
<i>Pesticides</i>	Dieldrine	1173			0,05
<i>Pesticides</i>	DDT 24'	1147			0,05
<i>Pesticides</i>	DDT 44'	1148			
<i>Pesticides</i>	DDD 24'	1143			
<i>Pesticides</i>	DDD 44'	1144			

<i>Pesticides</i>	DDE 24'	1145			
<i>Pesticides</i>	DDE 44'	1146			
Substances de l'état chimique DCE - Arrêté du 25 janvier 2010 (Substances prioritaires DCE)					
<i>COHV</i>	1,2 dichloroéthane	1161	10	59	2
<i>Chlorobenzènes</i>	1,2,3 trichlorobenzène	1630	31	117	0,2
<i>Chlorobenzènes</i>	1,2,4 trichlorobenzène	1283	31	118	0,2
<i>Chlorobenzènes</i>	1,3,5 trichlorobenzène	1629		117	0,1
<i>Pesticides</i>	Alachlore	1101	1		0.02
<i>Pesticides</i>	Atrazine	1107	3		0.03
<i>BTEX</i>	Benzène	1114	4	7	1
<i>Pesticides</i>	Chlorfenvinphos	1464	8		0.05
<i>COHV</i>	Trichlorométhane	1135	32	23	1
<i>Pesticides</i>	Chlorpyrifos	1083	9		0,02
<i>COHV</i>	Dichlorométhane	1168	11	62	5
<i>Pesticides</i>	Diuron	1177	13		0.05
<i>HAP</i>	Fluoranthène	1191	15		0.01
<i>Pesticides</i>	Isoproturon	1208	19		0,1
<i>HAP</i>	Naphtalène	1517	22	96	0.05
<i>Métaux</i>	Nickel (métal total)	1386	23		10
<i>Alkylphénols</i>	Octylphénols	1959	25		0,1
<i>Alkylphénols</i>	OP1OE	6370			0,1
<i>Alkylphénols</i>	OP2OE	6371			0,1
<i>Chlorophénols</i>	Pentachlorophénol	1235	27	102	0.1
<i>Métaux</i>	Plomb (métal total)	1382	20		2
<i>Pesticides</i>	Simazine	1263	29		0.03
<i>Pesticides</i>	Trifluraline	1289	33		0,01
<i>Autres</i>	Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)	6616	12		1
Substances spécifiques de l'état écologique DCE - Arrêté du 25 janvier 2010					
<i>Pesticides</i>	2,4 D	1141			0,1
<i>Pesticides</i>	2,4 MCPA	1212			0,05
<i>Métaux</i>	Arsenic (métal total)	1369		4	5
<i>Pesticides</i>	Chlortoluron	1136			0,05
<i>Métaux</i>	Chrome (métal total)s	1389		136	5

<i>Métaux</i>	Cuivre (métal total)	1392		134	5
<i>Pesticides</i>	Linuron	1209			0,05
<i>Pesticides</i>	Oxadiazon	1667			0,02
<i>Métaux</i>	Zinc (métal total)	1383		133	10

ARTICLE 6 – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX SOUS PRODUITS

6.1 Dispositions générales

Le maître d'ouvrage doit prendre toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de l'installation pour assurer une bonne gestion des déchets, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet. Le maître d'ouvrage est en mesure d'en justifier l'élimination, sur demande de la police de l'eau.

Il revient au maître d'ouvrage de mettre en application les dispositions de la loi du 15 juillet 1975 modifiée (code de l'environnement – livre V – titre IV) relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et notamment :

- valoriser les déchets par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie ;
- ne plus accueillir en décharge que des déchets ultimes.

Ces dispositions ont été traduites localement par l'arrêté préfectoral du 6 mars 2003.

Les boues produites par la station d'épuration sont valorisées par incinération sur le site de Cornillé.
En cas d'impossibilité d'incinération, les boues sont mises en décharge sur le site de CHANGE (LAVAL 53).

6.2 – Elimination des autres sous produits

Les produits de dégrillage sont compactés puis stockés et transférés vers le centre des ordures ménagères. Les sables, les produits de curage et décantation des réseaux et les graisses sont traités selon les dispositions réglementaires.

Tout changement de type de traitement ou d'élimination de ces déchets est signalé au service en charge de la police de l'eau.

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution. Le conditionnement de ces déchets doit être adapté au mode de collecte en préservant notamment l'hygiène des agents habilités.

ARTICLE 7 – INFORMATIONS ET TRANSMISSIONS OBLIGATOIRES

7-1 – Transmissions préalables

A) Périodes d'entretien

Le service de police de l'eau doit être informé au moins 1 mois à l'avance des périodes d'entretien et de réparations prévisibles de l'installation et de la nature des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux. Les caractéristiques des déversements (flux, charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'impact sur le milieu récepteur devront lui être précisées.

Le service de police de l'eau peut, si nécessaire, demander le report de ces opérations ou prescrire des mesures visant à en réduire les effets.

B) Modification des installations

Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable de la situation existante, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Toute modification du plan d'épandage doit être portée à la connaissance du préfet.

7-2 – Transmissions immédiates

A) Incident grave – Accident

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement doit être signalé dans les meilleurs délais au service de police de l'eau à qui l'exploitant remet, rapidement, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures mises en œuvre et envisagées pour éviter son renouvellement.

Tout déversement à partir du réseau de collecte, notamment des postes de relèvement, doit être signalé dans les meilleurs délais au service de police des eaux, avec les éléments d'information sur les dispositions prises pour en minimiser les impacts et les délais de dépannage.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

B) dépassements des valeurs limites fixées par l'arrêté

Les dépassements des seuils fixés par l'arrêté doivent être signalés dans les meilleurs délais au service police de l'eau, accompagnés des commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

7-3 – Transmissions mensuelles

Les dates de prélèvement et résultats des mesures de surveillance de la qualité des effluents, avant le 20 du mois suivant, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Les résultats font apparaître les débits, les concentrations et les flux obtenus en entrée et sortie, les rendements qui en découlent et précisent les méthodes d'analyses utilisées. Les résultats sont transmis sous format informatique d'échange de données « SANDRE ».

7-4 – Transmissions annuelles

7.4.1 – Filières « eau »

Les documents suivants sont transmis au service police de l'eau et à l'Agence de l'eau :

- A) **le planning des mesures de surveillance** de la qualité des effluents prévu pour l'année suivante, pour accord préalable,
- B) **une synthèse du registre**, reprenant la synthèse des résultats des contrôles, comportant les concentrations, flux et rendements pour les paramètres suivis en entrée et en sortie, les mesures réalisées sur les réseaux aux emplacements caractéristiques retenus, les dates des prélèvements et des mesures, l'identification des organismes chargés des opérations dans le cas où elles ne seraient pas réalisées par l'exploitant. Cette synthèse reprend les résultats d'analyses des rejets autres que domestiques collectés par le réseau.
- C) **un rapport, justifiant la qualité et la fiabilité de la surveillance** mise en place basée notamment sur un calibrage avec un laboratoire agréé et la vérification de l'ensemble des opérations (prélèvement, transport, stockage des échantillons, mesures analytiques et exploitations)

Ces éléments constituent le bilan annuel à transmettre avant le 1^{er} mars de l'année suivante.

7.4.2 – Filières « boues »

- Le **bilan annuel** est adressé au préfet et aux agriculteurs concernés avant le 31 mars de l'année suivante.
- Le **programme prévisionnel annuel d'épandage**, établi en accord avec l'exploitant agricole, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées

Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 8 – CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police..

Si les principes mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, le préfet peut imposer, par arrêté, toutes prescriptions spécifiques nécessaires.

Le pétitionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir.

Faute par le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

ARTICLE 9 – RECOLEMENT

Le maître d'ouvrage fournira :

- A) un **plan de récolement** des ouvrages de traitement et du dispositif de rejet ainsi que les descriptifs techniques correspondants dans un délai de 6 mois après la mise en eau.
- B) une **mise à jour tous les 5 ans du schéma général du réseau de collecte**

ARTICLE 10 – DUREE DE L'ACTE

La présente autorisation est accordée pour une **durée de 10 ans** à compter de la date de signature du présent arrêté.

Elle pourra être renouvelée dans les conditions prévues à l'article R.214-20 du code de l'environnement. Le bénéficiaire devra présenter sa demande de renouvellement au préfet dans un délai deux ans au plus et de 6 mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

L'autorisation pourra être révoquée à la demande du service chargé de la police des eaux, en cas de non-exécution des prescriptions du présent arrêté et en particulier pour ce qui relève des délais fixés par le présent arrêté.

L'autorisation pourra en outre être modifiée pour tenir compte des bilans et suivis portés à la connaissance de M. le Préfet ou pour intégrer les évolutions réglementaires.

ARTICLE 11 – RECAPITULATIF DES ECHEANCES

Tableau n°6

Article concerné	Nature des prescriptions	durée limite de mise en œuvre après la date de l'arrêté préfectoral
Article 3-1	Réduction des apports d'eaux de pluie de 25%	31/12/2017
Article 3-2	Mise à jour des arrêtés de déversements industriels en référence à la disposition 5B-1 du SDAGE	Au plus tard en 2013
Article 3-2	un volet "substances toxiques" est à mettre en œuvre dans le règlement des services assainissement de la collectivité	à compter de 2012
Article 3.3	Procès verbal de réception des ouvrages	3 mois suivant la réception
Article 4-3-1	Respect des prescriptions sur le rejet	A la mise en service des nouveaux ouvrages
Article 5.3	Surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées vers les milieux aquatiques	2012
Article 5-2.5	Surveillance du milieu récepteur	immédiat
Article 9	Plan de récolement des ouvrages	6 mois
Article 9	Plan général des réseaux	Périodique 5 ans
Article 10	Durée de l'acte	10 ans
Article 10	Demande de renouvellement de l'autorisation	Au plus tard 6 mois avant la date d'expiration

ARTICLE 12 – MODIFICATION DE L'INSTALLATION

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet conformément aux dispositions de l'article R.214-18 (R.214-40) du code de l'environnement.

Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

ARTICLE 13 – DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 14 : AUTRES REGLEMENTATIONS

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 15 – SANCTIONS

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des articles R.216-12 et des articles L.216-1 à L.216-13 du code de l'environnement.

ARTICLE 16 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de l'Ille et Vilaine, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département d'Ille et Vilaine.

Une ampliation de la présente autorisation sera transmise pour information au président de la commission locale de l'eau de Nom de la CLE du SAGE Vilaine

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché à la mairie de VITRE pendant une durée minimale d'un mois. Cette formalité sera justifiée par un procès verbal des maires concernés.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de L'Ille et Vilaine, ainsi qu'en mairie de VITRE.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'Ille et Vilaine.

ARTICLE 17 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article L 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

ARTICLE 18 : EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture d'Ille et Vilaine,
Le maître d'ouvrage, Maire de VITRE
Le Chef de la brigade départementale de l'ONEMA,
Le directeur départemental des territoires et de la mer,
Le Commandant du groupement de la Gendarmerie d'Ille et Vilaine,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille et Vilaine, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public en mairie.

RENNES, le **31 OCT. 2012**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Claude FLEUTIAUX

Sommaire

Titre I : OBJET DE L'ARRETE	4
ARTICLE 1 - OBJET DE L'AUTORISATION :	4
Titre II : PRESCRIPTIONS	5
ARTICLE 2 - CONDITIONS GÉNÉRALES	5
2-1 - Conformité du dossier déposé.....	5
2-2 - Descriptif du système d'assainissement.....	5
2.2.1 - Filière EAU	6
2.2.2 - Filière BOUES	6
2-3 - Fonctionnement, exploitation et fiabilité du système d'assainissement.....	7
ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SYSTEME DE COLLECTE	8
3-1 - Conception - réalisation.....	8
3-2 - Raccordements :	8
3-3 - Contrôle de la qualité d'exécution.....	10
ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SYSTEME DE TRAITEMENT	10
4-1 - Conception et fiabilité de la station d'épuration.....	10
4-2 - Point de rejet.....	11
4-3 - Prescriptions relatives au rejet.....	11
4.3.1 - Valeurs limites de rejet - obligation de résultats	11
4.3.2 - Conformité du rejet	12
4-4 - Prévention et nuisances.....	12
4.4.1 - Dispositions générales	12
4.4.2 - Prévention des odeurs	12
4.4.3 - Prévention des nuisances sonores	12
4-5 - Contrôle de l'accès.....	13
ARTICLE 5 - AUTOSURVEILLANCE DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT	13
5-1 - Autosurveillance du système de collecte.....	13
5-2 - Autosurveillance du système de traitement.....	13
5.2.1 - Dispositions générales	13
5.2.2 - Fréquences d'autosurveillance	14
5.2.3 - Contrôle du dispositif d'autosurveillance	14
5.2.4 - Contrôles inopinés	15
5.2.5 - Surveillance du milieu	16
5-3 Surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées vers les milieux aquatiques.....	16
ARTICLE 6 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX SOUS PRODUITS	19
6.1 Dispositions générales.....	19
6.2 - Elimination des autres sous produits.....	20
ARTICLE 7 - INFORMATIONS ET TRANSMISSIONS OBLIGATOIRES	20
7-1 - Transmissions préalables.....	20
7-2 - Transmissions immédiates.....	20
7-3 - Transmissions mensuelles.....	22
7-4 - Transmissions annuelles.....	22
7.4.1 - Filières « eau »	22
7.4.2 - Filières « boues »	22
Titre III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	22
ARTICLE 8 - CARACTERE DE L'AUTORISATION	22
ARTICLE 9 - RECOLEMENT	23
ARTICLE 10 - DUREE DE L'ACTE	23
ARTICLE 11 - RECAPITULATIF DES ECHEANCES	23
ARTICLE 12 - MODIFICATION DE L'INSTALLATION	23
ARTICLE 13 - DROITS DES TIERS	24
ARTICLE 14 : AUTRES REGLEMENTATIONS	24
ARTICLE 15 - SANCTIONS	24
ARTICLE 16 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS	24
ARTICLE 17 : Voies et délais de recours	24
Article 18 : Exécution	24